Utopies en contexte. Questions sur le statut du pédagogue sous le Directoire

Jean-Luc Chappey

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/874>

DOI : 10.4000/lrf.874

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Jean-Luc Chappey, « Utopies en contexte. Questions sur le statut du pédagogue sous le Directoire », *La Révolution française* [En ligne], 4 | 2013, mis en ligne le 15 juin 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/874> ; DOI : 10.4000/lrf.874

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© La Révolution française

Utopies en contexte. Questions sur le statut du pédagogue sous le Directoire

Jean-Luc Chappey

- 1 L'article 16 du titre II de la Constitution de l'an III, présenté par Daunou le 24 messidor an III (12 juillet 1795), précise que « les jeunes gens ne peuvent être inscrits sur le registre civique, s'ils ne prouvent qu'ils savent lire et écrire, et exercer une profession mécanique ». Aux côtés des différentes mesures qui limitent l'exercice des droits politiques (paiement d'une contribution, limite d'âge, sexe...), les Thermidoriens veulent introduire une sorte de norme culturelle et intellectuelle excluant la masse importante des illettrés de la citoyenneté politique, et plus précisément des assemblées primaires, cadres de vote, mais aussi de délibérations politiques. Cette mesure suscite finalement peu de critiques, sauf de la part d'Antonelle¹. Elle s'inscrit dans la continuité du débat ouvert quelques semaines après le 9 Thermidor sur la réorganisation des comités révolutionnaires, débat au terme duquel la Convention décrète que les membres des comités révolutionnaires devront désormais savoir lire et écrire et répond finalement à la culture des « héritiers des Lumières » pour qui seule la société de l'écrit forme une société d'hommes libres. À cette occasion, le député Thuriot affirme, le 5 fructidor an II (22 août 1794), qu'« il faut que ceux sur qui repose la sûreté générale aient les talents nécessaires. Un homme peut être très vertueux et ne pas avoir de capacité². » Un an plus tard, la Constitution de l'an III (dans son article VIII du titre II) généralise donc cette exigence pour en faire une des conditions de l'exercice des droits civiques désormais soumis à ce que l'on peut définir comme un capital intellectuel minimum (« Art. VIII : Les jeunes gens ne peuvent être inscrits sur le registre civique, s'ils ne prouvent qu'ils savent lire et écrire, et qu'ils ont appris une profession mécanique. Cet article n'aura d'exécution qu'à compter de la neuvième année de la République »).
- 2 La république directoriale est ainsi fondée sur un véritable impératif pédagogique qui, de la création de l'Institut national et des écoles centrales aux appels à la républicanisation

des esprits, ne cessera d'être rappelé avec force par les autorités politiques, administratives et intellectuelles entre 1795 et 1799. C'est en effet à l'école de « transformer » l'homme et la société, la pédagogie étant ainsi au cœur du projet anthropologique qui caractérise la mission civilisatrice qui légitime la position dominante des élites républicaines. En 1798, Dominique Garat réaffirme ainsi le lien indissociable, mis en place dès l'an III, entre le projet républicain et les progrès nécessaires de l'instruction : « Il n'y a pas pour notre esprit d'état stationnaire ; s'il n'avance pas, il rétrograde. Pour retenir ce qu'il sait, il faut qu'il apprenne ce qu'il ignore. Ce n'est qu'en apprenant qu'il exerce véritablement ses forces, qu'il les nourrit et qu'il les augmente : la vie toute entière des peuples consacrés à la vérité et à la liberté doit être un cours d'instruction³. » Si ces thèmes sont bien connus, il convient sans doute de se pencher plus précisément sur les enjeux sociaux de cette relation privilégiée établie entre les dynamiques politiques et intellectuelles d'un moment directorial caractérisé par un projet républicain fondé sur un idéal pédagogique, projet mise en cause en 1802-1803 par la nouvelle loi sur l'Instruction publique supprimant les écoles centrales et par la réorganisation de l'Institut national des sciences, arts et lettres. La création de cette dernière institution renvoie, nous l'avons rappelé ailleurs, à des enjeux autant intellectuels que politiques⁴ : loin d'être conçus comme une simple restauration des anciennes académies, l'Institut et les différentes classes qui le composent, dont les fondements sont publiés dans la Constitution de l'an III, doit s'imposer comme l'espace de construction d'une science générale de l'homme – l'Idéologie – à laquelle tous les savants républicains sont appelés à travailler et qui doit fournir les matériaux nécessaires à l'entreprise de régénération menée par les pédagogues. Or qui sont ces pédagogues ?

- 3 Au lendemain immédiat de la chute de Robespierre, *l'invention* de la Terreur réduite par les Thermidoriens au « règne de la barbarie » s'est largement appuyée sur la dénonciation des désordres sociaux et politiques, les « Jacobins » étant accusés d'avoir écarté les citoyens les plus compétents des places et des professions qu'ils méritent. Cette interprétation justifie aux yeux des autorités la nécessité d'imposer la Convention comme l'instance de qualification des identités, des places et des statuts individuels. Cette volonté d'une remise en ordre au sein de l'espace intellectuel justifie la remise en place d'une politique des secours et des pensions à partir de l'automne 1794⁵ : par là, les Conventionnels réaffirment leur souveraineté et leur autorité en se présentant comme la seule instance à dire « qui est qui⁶. » Dans le domaine particulier de la pédagogie, cette reprise en main par les autorités politiques et scientifiques de Paris se met en place progressivement par le biais de la création des écoles centrales et par le choix, par les jurys départementaux, de leurs professeurs. Le projet d'étendre cette reprise en main aux instituteurs des écoles primaires est ainsi salué par les rédacteurs du *Magasin encyclopédique*. Par ailleurs, les membres d'institutions comme le Lycée des arts ou le Lycée républicain, qui ont poursuivi leurs activités entre 1793-1794, doivent se conformer à la nouvelle organisation institutionnelle et épistémologique des savoirs au risque de perdre les soutiens financiers accordés par les autorités. Par là, ces dernières assignent le statut de pédagogues à des acteurs choisis, disqualifiant ceux qui, à l'inverse, ne sont pas jugés conformes – et dès lors sont dénoncés comme « charlatans » – aux nouveaux principes républicains. Dès 1795, la pédagogie devient, comme en témoigne la publication de nombreux projets pédagogiques encore peu étudiés, un espace particulièrement concurrentiel, de nombreux acteurs, souvent au sein même des administrations, cherchant à faire valoir leurs compétences pour tenter d'obtenir une reconnaissance et un statut de la part des autorités politiques, administratives et scientifiques qui doivent

classer, trier et expertiser les très nombreuses sollicitations qui leur sont envoyées et dont la sous-série F17 des Archives nationales rend aujourd'hui compte. Cette entreprise de mise en ordre se heurte néanmoins à des résistances, qu'elles soient incarnées dans le maintien des institutions pédagogiques privées ou dans le rôle encore essentiel joué par une autre instance de qualification des pédagogues, à savoir le monde de la presse et de l'édition : la promotion des « livres de la jeunesse » et des « instituteurs » de papier constitue un phénomène majeur de cette période auquel semblent vouloir répondre les autorités en promouvant l'entreprise officielle de rédaction et de diffusion des livres élémentaires.

- 4 Si ce chantier reste encore largement ouvert, l'étude de ces lettres de sollicitations permet de lever le voile sur certains de ces acteurs qui revendiquent le statut de pédagogue, souvent avec insuccès. L'étude de ces échecs permet en partie de mieux comprendre la nature, mais aussi les limites, du projet pédagogique officiel défendu par les autorités républicaines sous le Directoire, l'hypothèse suivie étant que, loin d'être fixé d'avance, ce projet se construit progressivement au fil des procédés de qualification/disqualification des pédagogues menés par les autorités. La formalisation progressive du projet pédagogique défendu par ces dernières aurait ainsi pour conséquence de créer un horizon utopique vers lequel seraient rejetés tous les projets jugés impossibles. Dans le contexte particulier du Directoire, l'utopie constituerait une sorte de limite, d'envers face à laquelle se constituerait la figure du pédagogue républicain. On comprend dès lors que la question pédagogique est indissociablement liée aux dynamiques politiques et à la question de la survie de l'idéal républicain. Le statut et le travail du pédagogue s'imposent ainsi comme des objets majeurs dans les débats qui agitent les assemblées.

Le savant et le pédagogue : amalgame ou concurrence ?

- 5 En brumaire an VII (oct.-nov. 1798), un débat important a lieu au Conseil des Cinq-Cents sur la nature de la pédagogie, débat auquel participent plusieurs personnalités telles que Cabanis, Roger Martin, Heurtault-Lamerville et surtout Pierre-Joseph Briot (1771-1827) dont nous nous attacherons à présenter plus spécifiquement les positions. Ce débat qui se poursuit plusieurs mois (jusqu'au printemps 1799) souligne avec force la relation dense entre les dynamiques politiques et la question de la pédagogie : la succession des coups d'État et l'impossibilité apparente des autorités à ancrer les principes républicains dans les esprits, justifient la nécessité pour les différents intervenants de réformer en profondeur les institutions pédagogiques mises en place en octobre 1795. Après avoir critiqué l'expérience de l'École normale de l'an III, Briot s'interroge sur les possibilités d'améliorer l'entreprise pédagogique dont la portée doit être selon lui particulièrement ambitieuse. Afin de renforcer la qualité des enseignements, il propose de créer cinq lycées (à Bruxelles, Dijon, Toulouse, Poitiers, Paris), ajoutant ainsi un niveau intermédiaire entre l'Institut et les Écoles centrales. Soucieux de transformer l'organisation des savoirs servant de matériaux à l'enseignement, il propose, dans le cadre de ces nouveaux lycées, la création d'une nouvelle chaire d'*anthropologie* (il semble qu'il s'agit de la première mention du terme) :

« Il est des sciences encore presque inconnues, et qu'il faut se hâter de propager. L'anthropologie, par exemple, qui n'est ni la science physique ni la science morale de l'homme, mais la réunion de toutes deux, et qui recherche et explique leurs

rapports ; l'anthropologie s'enseigne avec quelques succès dans des universités d'Allemagne ; le jour où chaque citoyen connaîtrait bien l'influence de ses affections sur ses forces physiques, le rapport de ses opérations mécaniques, de ses sensations, avec les opérations de l'entendement et les passions de l'âme, on aurait fait un grand pas vers la perfection et la santé de l'espèce humaine⁷. »

- 6 Briot se montre particulièrement critique contre ces livres dits élémentaires rédigés par des savants qui, membres des grandes institutions scientifiques de Paris, ne sont pas, selon lui, de véritables pédagogues. Pour lui, seuls les instituteurs, c'est-à-dire les praticiens proches des enfants, doivent être habilités à rédiger des ouvrages pédagogiques :

« En général, ce n'est que dans les écoles que se font les bons livres élémentaires : nous trouvons sans doute des conceptions, de l'ordre, des développements, dans les ouvrages des savants ; mais je ne crains pas d'avancer que nul ne peut faire un bon traité sur un art ou une science quelconque, et en donner des notions toujours claires et utiles, s'il n'a fréquenté les écoles et acquis quelque expérience dans l'enseignement public. Ce n'est qu'en remplissant les fonctions honorables d'instituteur qu'on apprend à suivre la marche, les opérations, les progrès de la raison humaine, qu'on se forme à l'art plus difficile qu'on ne pense de se faire entendre⁸. »

- 7 L'enjeu de ce débat n'est pas mince. Face aux difficultés politiques auxquelles se heurtent la République, Briot estime que les modalités de l'entreprise de régénération orchestrée depuis 1795 doivent être complètement remises à plat. Sans remettre en question le rôle des savants réunis au sein des grandes institutions scientifiques, il n'en conteste pas moins leur aptitude à conduire l'entreprise pédagogique qui doit, selon lui, être fondée sur des méthodes, des principes et des outils adaptés aux attentes et aux compétences des enfants. Il distingue ainsi nettement les producteurs des savoirs de ceux qui doivent les diffuser. Pour Briot, la fonction de pédagogue ne saurait être confisquée par les savants de l'Institut national ou des grandes institutions pédagogiques. À l'idéal de progrès d'une civilisation qui ne serait profitable qu'à une élite restreinte, Briot présente son projet comme susceptible de répondre aux intérêts du plus grand nombre. Il critique ainsi la promotion exclusive de la figure du « savant » construite aux dépens de celle du pédagogue et met en cause les réputations construites dans le contexte de l'*invention* de la Terreur :

« A-t-elle donc été bien plus favorable aux sciences et à la civilisation, cette autre époque où je ne sais quelle misérable secte de petits hommes affectait de répandre sur les sciences des pleurs qu'elle n'osait trop publiquement encore offrir à la monarchie, où, pour obtenir le brevet de savant, il ne fallait que prononcer le mot de vandalisme et de vandale, et évoquer l'ombre de Lavoisier ? [...] Je sais bien qu'il n'appartient pas à tous, que jamais on ne réalisera un peuple de savants et de raisonneurs ; mais on aura un peuple éclairé et dirigé par la raison ; le génie embrase, éclaire et vivifie tout ce qui l'entoure ; son heureuse influence s'étend sur tout ce qui peut réverbérer ses rayons. Élevons le peuple à la hauteur de ses sublimes conceptions, ou plutôt accoutumons le génie à parler au peuple, à vivre au milieu de lui, à la familiariser avec son langage : avec le peuple, il sera dans son élément naturel ; car le génie est essentiellement populaire et expansif⁹. »

- 8 Cette prise de position n'est pas isolée. Elle fait écho aux critiques, de plus en plus nombreuses, portées à partir de 1797 (et particulièrement au lendemain du coup d'État du 18 fructidor an V soit le 4 septembre 1797)) contre les différentes modalités de l'entreprise de régénération des mœurs (fêtes, livres élémentaires...) défendues par les autorités politiques et orchestrées par les savants de l'Institut national. Certes, comme

peut le montrer la lecture des colonnes du journal *Le Conservateur*, il existe de véritables débats au sein même de cette élite : Cabanis, Garat, Daunou ou Ginguené, rédacteurs de ce journal, réclament ainsi, en janvier 1798, la création d'un ministère de l'Instruction publique qui ne relèverait plus du ministère de l'Intérieur¹⁰. En dehors des frontières du monde des savants, les critiques se multiplient néanmoins comme ce qui apparaît comme la reconstitution d'une élite, voire d'une aristocratie intellectuelle qui rappelle celle de l'Ancien Régime. De nombreux partisans de la République n'hésitent pas à mettre en cause le pouvoir des « clercs » : en 1797, l'ancien député montagnard Jean-François Baraillon dénonce ainsi devant le Conseil des Cinq-Cents ces « quelques modestes professeurs [qui se font] 20 à 25 mille livres de revenu, en cumulant plusieurs places et traitements, en se multipliant en quelque sorte, au détriment de la chose publique, de leurs concitoyens et de tous ceux qui veulent parcourir la même carrière¹¹. » Il s'étonne de la valeur des traitements reçus par les professeurs, comparé aux traitements des représentants du peuple et des autres fonctionnaires. Il fustige ceux qui cumulent plusieurs postes : « On vous dit que les bons professeurs sont rares : oui, sans doute, ils le sont, mais il reste à prouver que les accapareurs de chaire sont de ce nombre ; il m'est démontré que celui qui en occupe plusieurs les remplit toutes mal. Il combine sa commodité avec ses intérêts, et il est pour l'ordinaire peu inquiet du profit que doivent en retirer ses élèves¹². » Il s'attaque par ailleurs aux grandes institutions savantes qui ne permettent pas de remplir la mission pédagogique nécessaire à la stabilité de la République : « L'Institut national, tel qu'il est organisé, ne produira pas le bien que l'on devait en attendre. Un mélange inconcevable de sciences et d'arts très différents ne promet pas de grands succès ; chaque individu n'en est pas moins appelé à prononcer sur des talents et des objets très étrangers à ses connaissances ; plusieurs parties très intéressantes y sont d'ailleurs comme nulles, ou effectivement paralysées¹³. » On comprend dès lors que, dès 1797, plusieurs personnalités politiques cherchent à imposer une distinction entre la figure du savant d'un côté, celle du pédagogue de l'autre. Selon eux, les autorités, en défendant l'amalgame entre les deux, mettent en danger la République.

9 Ces critiques contre l'élite savante et les membres de l'Institut national alimentent les revendications portées par les acteurs proches du mouvement démocratique ou néo-jacobin. À partir de 1798, les rédacteurs du journal *L'indépendant* proposent des réformes radicales en matière de pédagogie qui reste selon eux l'outil essentiel pour instituer durablement la République et transformer les mœurs des citoyens¹⁴. Dans un article consacré aux « Écoles centrales » publié en nivôse an VI (janvier 1798), C. Roussel fait ce constat : « Avant de porter la perfection dans les départements, il faut leur donner le nécessaire : ils ne l'ont pas. L'instruction est négligée par tout ; nous tombons dans la barbarie. La jeunesse n'apprend rien. [...] Nous nous gâtons¹⁵. » Dans la continuité de Briot, les rédacteurs de ce périodique très engagé dans le combat contre le fanatisme, préconisent de transformer radicalement les pratiques pédagogiques afin de mieux les adapter aux enfants ou aux populations des campagnes : les chants, les spectacles visuels (comme les marionnettes) doivent ainsi être favorisés aux dépens d'une instruction exclusivement livresque. Ces revendications constitueront les fondements du programme de régénération républicaine autour desquels se réunissent les membres du Portique républicain à partir de l'été 1799¹⁶.

10 On constate, à partir de l'étude de ces débats, de profondes disparités au sein même du mouvement républicain concernant les modalités de l'entreprise pédagogique qui doit

permettre de transformer et de régénérer les mœurs. Si tous sont d'accord, selon les principes sensualistes, pour accorder une place à la raison et aux émotions, mais ils s'affrontent sur la nature des ces émotions et de leurs « balises ». On pourrait, à l'instar de Sophie Wahnich, distinguer entre deux régimes d'émotion qui viendrait ainsi tracer une frontière au sein du courant républicain entre ceux qui seraient favorable à la promotion de l'expression des émotions collectives au sein de l'espace public et ceux, proches des Idéologues et de l'élite savante, qui seraient plus favorables à la promotion d'émotions individuelles et solitaires, sorte d'*emotio moderna*¹⁷. Il n'en reste pas moins que la lecture des différents articles de l'*Indépendant* témoigne des difficultés, et parfois des contradictions, auxquels sont soumis les différents rédacteurs. Tout en dénonçant les méthodes « pédantesques », un collaborateur demande ainsi que soit placé à la tête des établissements d'éducation les instituteurs les « plus savants » afin d'attirer les élèves de l'Europe entière et de permettre ainsi à la France de jouer un rôle moteur dans le processus de civilisation européenne :

« De là, des avantages sans nombre, dont le moindre serait une somme d'argent immense qui circulerait au profit de la nation ; je dis que cet avantage serait le moindre, parce qu'il faudrait priser bien plus l'association universelle qui par là s'établirait entre tous les peuples et nous ! [...] Politiquement parlant, en perfectionnant l'éducation de tous les Français, le gouvernement deviendrait aussi, et par adoption, celui de toutes les parties du monde. C'est ainsi que les conquêtes sont douces et sûres. Pour hâter des progrès aussi désirables, il faudrait purger le cours de nos études de toutes les rapsodies pédantesques qui le surchargent et l'obscurcissent. À l'étude prolongée et insuffisante du grec et du latin, celle des langues vivantes serait absolument préférable. [...] Sans doute il ne serait pas nécessaire que chaque élève les possédât à fonds, mais au moins, faudrait-il qu'il en sût ce qu'il est indispensable de savoir pour les besoins de la vie, et pour l'art de raisonner, qui est lui-même asservi aux lois géométriques¹⁸. »

- 11 Plus largement, et de manière continue, les rédacteurs de l'*Indépendant* ne cessent de solliciter les autorités politiques pour que soient renforcées la surveillance et le contrôle sur des pédagogues accusés de ne pas se conformer aux principes républicains. De ce fait, ils en viennent, tout en critiquant les membres consacrés de l'élite intellectuelle à défendre une conception malthusienne du monde pédagogique, encourageant les autorités à en exclure tous ceux qui ne rempliraient pas convenablement leur mission :

« Quels instituteurs aurons-nous, tant qu'il sera loisible au premier venu de s'installer en cette qualité, au moyen de quelques formalités qui ne garantissent ni la moralité ni le savoir ; tant qu'on n'aura pas astreint de passer par un jury d'instruction pour l'un, et un jury d'information pour l'autre, avant de se charger d'un emploi dans lequel on doit compte à la société ; tant que ces instituteurs dont le nombre fourmille, ignoreront qu'ils sont responsables à la patrie avant de l'être à des parents, qui ne regardent et ne traitent leurs enfants que comme un meuble dont ils regardent la propriété comme absolue, et les font élever en conséquence, sans se douter que leur éducation doit avoir leur bien pour objet, non les vues particulières ou les idées étroites des premiers, tant qu'il sera permis de lui donner telle ou telle direction qui doit les isoler au milieu de la grande famille, au lieu de les coordonner au système général ; enfin, tant que chaque individu pourra, au gré des passions avilissantes ou d'intérêts mal entendus, se mettre impunément en contradiction ouverte avec l'intérêt de tous¹⁹. »

- 12 Dans cet article consacré aux « écoles particulières », l'auteur en appelle ainsi à la nécessité d'une plus grande réglementation et dénonce la possibilité donnée à tous les citoyens de se prétendre pédagogue. Cette position est, ce n'est qu'un paradoxe apparent, partagée par des républicains beaucoup plus conservateurs, qui, dès 1798, multiplient les

critiques contre le nombre, selon eux, trop importants des instituteurs et des pédagogues au sein de la République. Dans un article intitulé « La fin du monde très prochaine, résultat nécessaire d'un système philosophique très en faveur actuellement », publié dans les colonnes d'un journal dirigé par Pierre-Louis Roederer, Louis-Germain Petitain dit Polichinel fustige ainsi « encouragements sans mesures donnés à l'instruction publique, ces prytanées, ces écoles sans nombre ouvertes gratuitement et indistinctement à tous, cette banalité des connaissances humaines ; enfin, cette manie propagante et endocrinante [sic] qui, par des excitants hors nature, ou par des facilités trop grandes, ne fait autre chose qu'introduire dans le sanctuaire de la science une populace indigne d'en approcher²⁰. » Face à autant de revendications en faveur d'une plus forte réglementation du monde pédagogique, on peut s'interroger sur ceux qui sont la cible de ces critiques et qui semblent abuser du régime de libertés pour tenter de se faire reconnaître comme « pédagogues ». La découverte dans la sous-série F17 de plusieurs lettres envoyées à l'administration par un certain Joseph-Alexandre-Victor Dhupay²¹ (1746-1818) permet de lever en partie le voile sur ces pédagogues de papier.

Le projet pédagogique de Joseph-Alexandre-Victor Dhupay : de l'école à l'Europe

- 13 Dans une lettre datée du 5 fructidor an VII (22 août 1799), un employé du ministère de l'Intérieur est chargé d'informer Dhupay du refus des autorités à encourager le projet proposé par ce dernier dans une petite brochure de *Règlement et Maison de la journée heureuse avec deux tableaux de la méthode mécanique d'éducation et du mariage complexe de cette maison et grand projet pour le bonheur de la moitié du globe*²². Selon cet employé, ce projet pédagogique n'est pas conforme aux principes de la République :

« Citoyen, vous demandez que le gouvernement vous accorde un emplacement national et des matériaux pour bâtir ce que vous appelez la Maison de la journée heureuse. D'après le compte qui m'a été rendu de l'ouvrage où vous développez les principes sur lesquels serait basé cet établissement, il paraît que vous n'y avez point égard à ce qu'on a regardé jusqu'ici comme faisant une partie attendue des connaissances sociales, non plus qu'aux lois de la République. Je vous annonce à regret que ces motifs suffirait pour empêcher le gouvernement d'acquiescer à votre demande quand bien même il n'y serait pas [...] par le plus impérieux de tous, la nécessité de consacrer sans réserves les ressources nationales à la [...] et à la prospérité de la patrie²³. »

- 14 Le caractère abrupt de cette réponse suscite indéniablement la curiosité du chercheur quant à la nature du projet et, plus généralement, quant aux positions défendues par son auteur. Dhupay n'est pas à son premier coup d'essai. Né en 1746 dans une famille de grands propriétaires ruraux, il semble épouser rapidement les idées réformatrices des Lumières qu'il a l'opportunité de mettre en pratique dans une propriété acquise en 1770 à Fuveau, près d'Aix-en-Provence, dont il devient le seigneur. Agronome proche des physiocrates, partisan des idées de Rousseau, il fait circuler, en 1777, dans les cercles mondains, un manuscrit intitulé *Projet de communauté philosophe*²⁴. Il s'agit d'un véritable programme de vie en communauté, réunissant dans un même lieu des hommes, des femmes et des enfants, dans lequel l'éducation doit jouer un rôle essentiel. Une lettre, découverte sur un catalogue de vente aux enchères mis en ligne par un notaire, que lui envoie Robert de Lamanon (1752-1787), personnalité éminente du monde des Lumières de

Provence (qui sera membre de l'expédition de La Pérouse), permet de saisir une partie des débats qu'il fait naître et des objections qu'il peut susciter :

« 1/ Vous laissez au milieu de votre société une distinction de maître et de valet ignominieuse pour l'espèce humaine et peu faite pour une communauté de philosophes. Vous voulez, dites-vous, vous débarrasser des viles sollicitudes des domestiques, mais ces sollicitudes sont une suite de nos besoins, et comme il faut les prendre ou les donner, il nous semble que, pour que personne n'ait à s'en plaindre, il faut les partager également. Ce n'est que dans les temps de relâchement que les moines paresseux ont chargé les frères du soin de les servir [...]. Voilà un exemple entre plusieurs autres qui vous fera voir que vous ne vous rapprochez pas de l'égalité naturelle. [...] 3/ L'autorisation du gouvernement peut seule donner de la consistance à une société dont les mœurs et les usages s'écarteraient presque en tout des mœurs et usages reçus. D'ailleurs, la population dans votre société serait bientôt dans un état de contrainte et ne serait-il pas triste d'être obligé, comme les Auvergnats, de chasser les surnuméraires. 4/ Étant célibataires, nous serions déplacés dans votre société au milieu d'une société d'époux. Nous nous dites à cela, prenez femmes, l'un de nous vous répond que jusqu'à présent il se sent de l'éloignement pour le mariage, l'autre qui s'y résoudrait avec plus de facilités vous dit en confidence qu'il n'a point encore vu de femme dont il voulut être le mari [...] Nous croyons que les Konacres, les Auvergnats et les Moraves ne valent guère mieux que les bourgeois de nos villages. Les circonstances les ont rendus un peu plus vertueux et par là un peu plus heureux mais le véritable esprit d'égalité ne se trouve pas chez eux. [...] La plupart de ces tableaux qu'on trouve dans les livres sont dus en grande partie à l'imagination des écrivains. Les siècles passés ne nous offrent aucun exemple de peuple vraiment philosophe et le nôtre n'est peut-être pas encore assez mûr pour le produire²⁵. »

- 15 Selon Lamanon, le projet de vie communautaire proposé Dhupay reste ainsi inapplicable : fondé sur des principes en rupture avec les mœurs des contemporains, il apparaît même trop idéaliste pour un partisan des Lumières. En dépit de ces critiques, ce dernier persévère et publie en 1779 un ouvrage où il reprend, en les précisant ses idées et sollicite, pour la première fois, le soutien des autorités²⁶. Nous ne connaissons pas quelle fut leur réponse, mais en 1785, Restif de la Bretonne publie une lettre de Dhupay qui s'y déclare « auteur communiste », c'est-à-dire partisan de la vie commune et d'une éducation des enfants « pour vivre en communauté²⁷. » C'est d'ailleurs parce qu'il est considéré comme l'un des premiers à avoir introduit le néologisme de « communiste » qu'il a retenu l'intérêt de quelques historiens²⁸. En dépit des diverses sollicitations, voire des recommandations dont il put profiter, il semble que le projet de Dhupay n'ait pas suscité l'intérêt des autorités. Le nouveau contexte politique ouvert en 1789 lui paraît à ce titre particulièrement favorable pour refaire surface sur le terrain des projets pédagogique. Inscrivant son projet de communauté dans le contexte national de construction du nouvel espace politique, il semble que l'auteur ait confié à Mirabeau « quelques jours avant son départ de Provence pour les États généraux » un plan d'éducation, plus précisément un « plan de vie patriarcale pour faire mener à tous mes enfants la vie qu'aurait mené sans doute Paul et Virginie²⁹. » La même année, Dhupay défend encore le principe d'une vaste réforme des institutions et des modalités pédagogiques, proposant pour modèle l'établissement de l'abbé Aloïsius-Édouard-Camille Gaultier (1745-1818) qui s'installe en France en 1780 et fonde un établissement d'éducation privilégiant une instruction fondée sur les jeux³⁰.
- 16 Pour Dhupay, en accord avec les principes de la philosophie sensualiste, il s'agit en effet de promouvoir des méthodes fondées sur l'éveil et la stimulation des différentes sensations, sur les activités physiques et le contact direct de l'élève avec les matériaux de

savoir. Une des conséquences de cette méthode est de favoriser l'effacement du rôle d'un maître-savant au bénéfice de pratiques susceptibles de permettre une plus rapide autonomie d'apprentissage de l'élève. Dans cette perspective l'instruction par les livres est présentée comme nécessaire, mais non pas comme exclusive et Dhupay ne cesse d'insister sur le recours à d'autres supports comme l'iconographie, la promenade ou la musique. S'il est favorable à une telle réforme, c'est que, selon lui, les méthodes traditionnelles, loin de permettre l'instruction de tous, favorisent et reproduisent au contraire les inégalités entre les enfants. Selon les principes qu'il défend, Dhupay propose donc aux autorités de mettre en place une véritable instruction nationale susceptible d'être accessible et efficace pour le plus grand nombre :

« Suivant mon Règlement, l'éducation peut se commencer à quelque âge que l'on soit, par son indépendance absolue des maîtres, ce qui est un grand caractère d'une éducation nationale puisqu'elle met la moitié de la race actuelle en état de réparer son éducation ; mais l'enfance est le commencement naturel de mon institution jusqu'à l'âge de quinze ans, terme d'une instruction élémentaire. Des jeux progressifs des arts les plus nécessaires à un citoyen, sont le prélude de cette instruction, et dans leur simplicité n'ont rien de frivole pour un âge avancé qui ignorerait la pratique des arts³¹. »

- 17 En conformité avec la rhétorique des élites révolutionnaires, ces inégalités en matière d'instruction doivent être d'autant plus combattues qu'elles apparaissent comme les freins principaux aux progrès de la civilisation. Comme il ne cessera de l'affirmer jusqu'en 1799, il souhaite faire de l'instruction un « art populaire », justifiant ainsi sa volonté de transformer la pédagogie, non en savoir « savant » susceptible d'être confisqué par un groupe restreint et choisi de pédagogues, mais en savoir fondé sur des techniques susceptibles d'être pratiqué par tous les citoyens, même les femmes :

« Je reviens au Règlement de la maison de la journée heureuse pour établir le bonheur universel. Il importait d'y donner un détail de la pratique de l'éducation, partie essentielle de l'administration civile, qu'il convenait enfin de mettre à la portée de tout le monde, afin que chacun pût y puiser les éléments de l'homme et du citoyen : c'est ce que j'ai fait en formant une méthode mécanique de cette première des sciences, de cet art des arts³². »

- 18 Loin de ne se concentrer que sur l'instruction des enfants, son intérêt se porte en effet également sur les femmes qu'il entend libérer des diverses formes de soumissions qui pèsent sur elles. Dans sa *Méthode libre et républicaine d'éducation nationale* publiée en 1793, il affirme ainsi que la « distinction jadis marquée pour un seul âge, un seul sexe, un certain lieu, et une seule condition était autant inhumaine qu'incivique³³. » Son projet pédagogique met ainsi directement en cause le statut traditionnel d'un groupe professionnel, choisi et restreint, qui confisquerait la pédagogie en l'érigeant en savoir exclusif. En affirmant la possibilité que tous les citoyens peuvent être des pédagogues, il défend une conception démocratique de la pédagogie « [...] la généralité des citoyens, la plus malheureuse, ne serait plus exposée à l'être par la rareté des institutions les plus salutaires pour l'éducation, et la santé de l'âme et du corps, qui ne semblent établies aujourd'hui que pour la portion de citoyens la plus fortunée, laquelle en abuse ou les méprise, étant en quelque façon méprisables³⁴. »
- 19 La volonté qu'il a de permettre à tous les citoyens, hommes ou femmes, de devenir pédagogues, justifie la recherche d'instruments et de méthodes pédagogiques qui rompent avec ceux utilisés de manière traditionnelle. Comme nous l'avons déjà mentionné, le recours aux jeux (en particulier aux jeux de cartes) jouent un rôle essentiel. Partisan de Condillac et du sensualisme, Dhupay insiste maintes fois sur la nécessité de

privilégier les contacts directs entre l'enfant ou l'élève, et le phénomène observé : tous les sens doivent être mobilisés afin de favoriser l'apprentissage, le maître jouant ici un simple rôle de médiateur qui doit s'effacer le plus possible. Il se réfère particulièrement à la méthode d'apprentissage mise au point par l'abbé Claude-Louis Berthaud, directeur d'une maison d'éducation à Paris durant la seconde moitié du XVIII^e siècle, qui en 1744 publie la *Quadrille des enfants*, une méthode de lecture originale, sans épellation, reposant sur l'association d'un son et d'une image familière. Prenant le contre-pied des méthodes d'apprentissage traditionnelles, l'abbé Berthaud insiste sur ce qui rappelle la méthode globale : plutôt que d'épeler des lettres qui ne conduisent pas au son indiqué, il est plus simple d'accoutumer la langue à prononcer ce son dès que l'œil est frappé de l'assemblage de ces lettres par le moyen d'une figure. Dhupay ne cesse de valoriser cette méthode dans ses différents ouvrages. Selon les principes sensualistes, la pédagogie doit être propre à rendre possible le développement des facultés morales et physiques justifiant les divers conseils qu'il donne pour rythmer les différents moments de la journée (« Je recommande ensemble les travaux du corps et de l'esprit, par la nécessité de leur exercice continu, journalier pour le soutien réciproque des facultés physiques et morales. Telle est l'économie de la nature et l'ordre même du ciel [...] »³⁵). La pédagogie ne saurait donc être confiée aux savants qui transmettraient un savoir « d'en haut », mais doit passer par un rôle de plus en plus important assigné à l'élève qui ne saurait se contenter d'un rôle de spectateur passif face à la transmission du savoir :

« Par tous les instruments de géométrie qu'ils emploieront, ils devineront les vrais principes de cette science que les maîtres rendent sèche et ennuyeuse en n'en faisant qu'une science de lignes et de mots ; mais vos enfants, par leurs jeux, en prendront autant de goût que les maîtres en donnent du rebut à leurs élèves, au point que ceux-ci ne peuvent parvenir après les plus longues études à la pratique des usages les plus vulgaires de cette science, comme le toisé, l'arpentage, le nivellement et le jaugeage, choses que vos enfants posséderont par un vrai goût, comme tant de citoyens qui ignorent la géométrie en font leur métier par nécessité

³⁶, »

- 20 Il s'agit donc de permettre à l'enfant de prendre en main son propre apprentissage. Si la présence du maître reste nécessaire, ce dernier n'est plus considéré comme le pivot d'un enseignement qui valorise l'autonomie de l'enfant. Loin d'être un vulgarisateur de savoirs, le pédagogue doit ainsi mettre à disposition de l'élève les moyens et les outils pour accéder aux savoirs. La présence d'un maître est-elle même nécessaire ? On pourrait en douter puisque Dhupay en vient, pour habituer les enfants à certains gestes, à préconiser l'imitation d'automates. C'est en partie pour fabriquer ces machines qu'il sollicite le soutien des autorités. C'est encore pour permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'instruction que Dhupay justifie ce recours aux automates :

« Au lieu de gymnase public, et surtout si vous êtes à la campagne, séjour nécessaire de tous les propriétaires, et que vous n'avez pas comme Miss Cleveland au bout de sa caverne, un milord Axmister pour dresser vos fils dans ces arts qui développent le courage et la grâce, (lesquels ne sont pas pour cette raison indifférents à votre sexe même, naturellement timide, mais qui s'embellit si fort par une certaine hardiesse qui le rapproche de nous en vous donnant le caractère d'héroïnes, quelquefois si nécessaire) ; je vais y suppléer en vous fournissant de maîtres mécaniques pour la danse, le saut, la lutte, l'escrime, l'équitation, l'exercice militaire et la natation³⁷. »

- 21 De manière plus générale, les divers outils et instruments pédagogiques qu'il promeut nécessitent des coûts qui justifient qu'il ne cesse de solliciter le soutien des autorités : « Citoyens, frères et amis, il ne me faut qu'un graveur, un peintre-sculpteur, un luthier,

un menuisier, un tourneur, pour vous procurer tous ces plaisirs et ces avantages dans un mois³⁸. » On mesure que, par ces méthodes, l'auteur entend permettre au plus grand nombre d'accéder à l'instruction sans forcément recourir à l'institution scolaire, aux livres et aux maîtres consacrés qu'il ne cesse de critiquer :

« Combien cette méthode libre n'est-elle pas à préférer à l'ancienne, qui fait dépendre son succès de l'empire tyrannique ou incertain des leçons des maîtres ! Il me semble que c'était-là un nouveau point d'aristocratie à obvier pour bien suivre l'esprit du décret de la Convention. [...] Nous avons brisé nos chaînes ; renversons pareillement les barrières des collèges, et rendons leurs infortunés élèves à la nature, par une institution que cette tendre mère aura dictée, au lieu de celle des barbares instituteurs qui avaient fait tous leurs efforts jusqu'ici pour l'étouffer en nous avec la liberté et les lumières. [proposition d'une nouvelle méthode] Il est sûr qu'une telle méthode pouvant suppléer à l'habileté des maîtres, et à mettre à même de se passer absolument d'eux, est préférable à celle qui soumet nécessairement les élèves à leurs leçons, sans leur donner une instruction aussi efficace, ni aussi universelle et aussi pure que fait la mienne³⁹. »

- 22 La lutte qu'il mène contre les pédagogues officiels et consacrés, et qui justifient à chaque fois le rejet de ses demandes par les autorités, peut encore expliquer certaines prises de position étonnantes contre, par exemple en 1802, l'autorité des médecins et l'impossibilité donnée à tous les citoyens de pouvoir se vacciner et vacciner leurs proches. Dans ce domaine, il en appelle encore à une forme d'autonomisation des citoyens face aux professionnels, citoyens qui sont invités à s'appropriier des prérogatives qui tendent à être confisqués par une élite restreinte :

« C'est de ne point faire faire cette opération [inoculation de la vaccine ou de la petite vérole] aux gens de l'art, qui la rendent dangereuse en la faisant cruellement avec leur lancette, la plupart dans la seule vue d'ôter l'envie aux parents de la faire eux-mêmes, comme ils pourraient très aisément et plus salutairement et infailliblement avec la pointe d'une épingle. C'est ainsi que mes cinq enfants se sont inoculés à eux-mêmes et à d'autres la vaccine très heureusement et sans la barbarie des opérateurs de profession qui font frémir⁴⁰. »

- 23 Au fil de ses publications et des sollicitations réitérées aux autorités, Dhupay apparaît, parmi bien d'autres, comme un acteur qui cherche à saisir les nouvelles opportunités offertes par le contexte politique ouvert en 1789 pour se faire un nom et conquérir une reconnaissance au sein du monde des pédagogues. La lecture de ses différents projets révèle un indéniable talent à se mettre en scène et à tirer partie de tout ce qui peut être dit sur lui, même s'il s'agit de critiques. En 1790, dans son *Règlement d'éducation nationale mis sous les auspices de M. Bernardin de St. Pierre*, il intègre par exemple des extraits de lettres de Volney dans lesquelles ce dernier se montre particulièrement critique envers son projet ! En l'an III (1795), alors que la Convention tente de mettre de l'ordre dans le monde des sciences, lettres et arts, il n'hésite pas à se présenter comme une victime et en appelle à l'opinion pour tenter de faire reconnaître la légitimité et la nécessité de son projet pédagogique :

« La matrice de mes jeux d'artistes, pour en rendre le prix moins coûteux, reviendrait moins à la République que les émoluments de deux ou trois pédagogues des deux milles de l'École normale, en vain établie pour propager aux Instituteurs une manière uniforme d'instruire. Mes instruments propres à l'instruction, donnent cette plus exacte uniformité, et leur acquisition avec celle de la petite Bibliothèque Patriotique qui achève leur enseignement, soit pour la jeunesse ou pour répandre des lumières chez les hommes qui en manquent en général, une fois faite dans une Commune ou entre quelques particuliers, deviendrait une source infinie de bien et de bonheur, en formant incessamment le meilleur Esprit National.

[...] Cependant la Convention distribue des cent mille écus à des instituteurs pour d'établissements d'écoles vulgaires, et de mille écus à des maîtres de mathématiques dans l'Ecole de Liancourt ; et depuis le temps que je la sollicite sans discontinuer de prendre part à la construction de mes instruments d'éducation, qui suppléent à tous les maîtres et à toutes les écoles, elle n'a fait aucune mention de mon plan, qui anéantirait, par sa liberté, l'esprit de toute servitude et d'aristocratie dans notre postérité, et contribuerait peut-être le plus dans l'instant à affranchir les âmes de tous els citoyens de leur ancien goût pour l'esclavage ; car la liberté et les vertus et les lumières sont l'aliment les unes des autres⁴¹. »

- 24 Reste qu'au-delà de l'usage opportun de ses projets pédagogiques se dévoile un plus vaste programme de transformations des rapports entre les individus voire, entre les sociétés humaines. Son plan d'éducation présenté dès 1789 et poursuivi jusqu'au Consulat, s'inscrit dans des prises de position plus générales qui s'ancre et dérive de ce projet de vie communautaire défendu sous l'Ancien Régime. En 1795, il se montre défenseur de la démocratie et de la souveraineté des sections dans les affaires politiques dont il réaffirme le pouvoir de surveillance⁴². Comme nous l'avons déjà signalé, il accorde à la place des femmes dans la société une grande attention, affirmant la nécessité d'instituer une plus grande égalité entre les sexes. Ainsi en permettant aux mères de participer directement à l'instruction des enfants, ces réformes doivent selon lui combattre l'inégalité entre les sexes dans l'accès à la profession même de pédagogues : « Elles nous rendent nos épouses encore plus intéressantes et nous-mêmes plus chers à elles, en nous procurant des connaissances utiles et morales que nous prendrons en veillant sans peine à l'instruction de nos enfants⁴³. » Se dessine ainsi un plus vaste projet de réorganisation sociale, en particulier dans le domaine du rapport entre les sexes. L'idéal communautaire de Dhupay, présenté dès 1777, repose en effet sur une mise en cause du mariage considéré comme une institution oppressante, maintenant les femmes sous une forme de domination masculine. Il défend ainsi l'idée d'une communauté matrimoniale susceptible de libérer les hommes et les femmes des contraintes du mariage :

« La contrainte des femmes dans tous les pays prétendus civilisés sur la jouissance de leur sexe, annonce dans le mariage une violation de leurs droits incompatible avec l'âge de la liberté où nous vivons. Non, il ne faut pas qu'une femme regarde un homme comme son geôlier, son tyran ni son maître alors celui-ci ne redoutera plus celle-là comme son esclave ; ils seront tous les deux libres et heureux. Dès lors, les hommes cessant d'être rivaux, ne seront plus qu'amis et frères⁴⁴. »

- 25 Plus encore, dans le contexte des conquêtes territoriales du Directoire, il propose, dans le projet envoyé aux autorités en 1799, une véritable réorganisation territoriale de l'Europe, un projet présenté sous la notion de « république européenne ». Il s'agit d'appeler les Français à promouvoir un nouveau découpage présenté comme plus égalitaire des frontières susceptible de permettre un rapprochement des différentes nations et de prévenir toute les guerres prochaines :

« Que la Hollande, la Belgique et la gauche du Rhin appartiennent au roi de Prusse : l'Helvétie et les deux rives du Rhône, à l'Allemagne ; celles de la Garonne, à l'Espagne : la France aura celles de la Loire ; et l'Angleterre, justement jalouse d'avoir une place dans le continent, aura le cours de la Seine : alors Paris deviendra la philosophe Albion. Ainsi il n'y aura plus de petits maîtres français pour donner le ton et servir de modèles aux autres nations. Les Espagnols rivaliseront de philosophie avec les Anglais, et d'industrie avec les Allemands leurs voisins ; ceux qui apprendront l'élégance des Français qui, au centre des nations les plus policées, seront trop heureux de leur avoir fourni un moyen de se rapprocher et d'être les auteurs de leur félicité⁴⁵. »

- 26 C'est en partie du fait de ses perspectives particulièrement ambitieuses dans lesquelles la pédagogie prend place dans un vaste projet de civilisation européenne que Dhupay a toujours suscité une réserve, sinon de véritables critiques de la part des autorités administratives ou intellectuelles qui l'ont souvent réduit à un statut d'utopiste. Continuant à publier des méthodes pendant le Consulat (dont un catéchisme en 1802⁴⁶), Dhupay, qui signe alors *Moyse-Platon-Jésus-Pline Dhupay*, poursuit ses sollicitations jusque sous l'Empire, période où il tente (face à l'affirmation du régime des professeurs) d'investir la pédagogie destinée aux enfants les plus jeunes. Se référant désormais aux théories et aux pratiques de Johann Bernard Basedow et de Johann Heinrich Pestalozzi, il insiste sur sa volonté de réformer la société toute entière en permettant la construction de nouveaux liens entre les divers individus :

« Par ces jeux ingénieux des enfants, dans une imitation naïve de la pratique des arts, que j'ai mis à la portée de la direction des mères, je crée entr'eux et elles, les frères et les sœurs, leurs oncles et leurs tantes, un nouveau commerce aussi avantageux en commun pour leur esprit que pour leurs cœurs. Je délivre par là les familles d'une monotonie silencieuses et d'une fatale indifférence entre des êtres qui doivent s'être si cher et si nécessaires, lesquels le seraient bien davantage encore par une culture agréable, uniforme et commune de leur faculté intellectuelles et sentimentales. Combien les citoyens de tous les états ne resserreraient pas leur sociabilité par un moyen si innocent et si simple. Des gens du monde ont cru que j'appelais mal-à-propos ces imitations puériles des arts, Education par jeux, parce qu'ils n'ont jamais connu ceux des enfants de la nature, excepté ceux et les joujoux qui ont formé leur nullité et leurs vices, et par lesquels ils les fomentent sans cesse⁴⁷. ».

- 27 Il présente encore aux autorités impériales un projet de monter un spectacle d'automates susceptible de servir de cadre à un enseignement réellement populaire :

« J'ai voulu, former encore, il y a deux ans, un drame des exercices de cette méthode dans leur ordre successif, qui pût être représenté aux yeux de la nation assemblée à la fête des triomphes de votre majesté, dans un des portiques du cirque de l'industrie nationale, comme étant un art nouveau [...] J'envoyai ce drame de l'apprentissage de la vie de l'homme à Monsieur le Secrétaire d'Etat pour le présenter à votre majesté, afin qu'il lui agréât de l'admettre au concours des Inventions utiles. Puisque ce projet n'a pas eu lieu, on pourrait encore l'exécuter, et le multiplier même, avec une satisfaction plus générale pour la nation entière, par une mécanique qui rendrait le mouvement de tous les exercices de ma méthode, lesquels doivent faire en réalité le bonheur de l'enfance, et assurer celui de toute la vie de l'homme. Ce spectacle d'automates ferait perpétuellement le charme des yeux et du cœur [...]»⁴⁸. »

- 28 Il nous est bien sûr impossible de mesurer l'influence effective de Dhupay dans les débats sur la pédagogie. Il n'en reste pas moins que, du fait de ses publications et de ses sollicitations envoyées aux autorités, les projets de Dhupay ne peuvent être écartés d'un revers de main. S'ils n'ont pas été encouragés ni suivis, ses projets ont indéniablement justifié, aux yeux des autorités mais aussi des savants et des républicains, la nécessité de contrôler et de réglementer un monde des pédagogues qui, du fait des opportunités offertes par le marché du livre pédagogue, apparaissait aux yeux même de l'élite intellectuelle ou politique comme un monde particulièrement désordonné. Il apparaît ainsi que s'il n'a pas eu une influence directe sur les débats, c'est tout du moins contre les désordres susceptibles d'être provoqués par un Dupay que vont être encore légitimées les réformes institutionnelles et théoriques de 1802 qu'appuie l'offensive menée dans les premières années du Consulat contre tous ces pédagogues qui avaient su, pour certains

(pensons ainsi à « l'ami des enfants », Louis-François Jauffret⁴⁹) conquérir une véritable réputation auprès du public. La signature du Concordat qui redonne aux ecclésiastiques une position privilégiée dans l'enseignement, dans la loi sur l'instruction publique dessine progressivement les contours d'un groupe d'instituteurs et de professeurs consacrés par les autorités politiques et administratives, renvoyant ainsi tous les pédagogues de papier, tel Dhupay, au rang d'utopistes et rendant progressivement anachronique l'idéal pédagogique et politique porté par un Briot.

NOTES

1. Pierre SERNA, *Antonelle. Aristocrate révolutionnaire, 1747-1817*, Paris, Éditions du Félin, 1997, p. 250 et suiv.
2. *Archives Parlementaires*, Paris, 1987, XCV, p. 319-330.
3. Dominique GARAT, *Le Conservateur*, Paris, n° 146 5 pluviôse an VI (mercredi 24 janvier 1798).
4. Jean-Luc CHAPPEY, « Les Idéologues et l'Empire. Étude des transformations entre savoirs et pouvoir (1799-1815) », dans Antonino DE FRANCESCO (a cura), *Da Brumaio ai Gento Giorni. Cultura di governo e dissenso politico nell'Europa di Bonaparte*, Milano, Ed. A. Guerini, 2007, p. 211-228.
5. Jean-Luc CHAPPEY et Antoine LILTI, « L'écrivain face à l'État : les demandes de secours et de pensions des hommes de lettres (1780-1820) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2010, p. 156-183.
6. Jean-Luc CHAPPEY, *Ordre et désordres biographiques. Dictionnaires, listes de noms et réputations des Lumières à Wikipedia*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.
7. Pierre-Joseph BRIOT, *Corps législatif. Conseil des Cinq-Cents. Rapport fait par Briot (du Doubs) au nom des Commissions d'instruction publique et des institutions républicaines réunies sur l'organisation des lycées*, Séance du 27 brumaire an VII (17 novembre 1798), Paris, imprimerie nationale, an VII (1798), p. 21-22.
8. *Ibid.*, p. 15.
9. *Ibid.*, p. 10-11 et 19.
10. *Le Conservateur*, n° 144, 3 pluviôse an VI (lundi 22 janvier 1798) : « En attachant un ministre à l'instruction publique, on donnera à cette branche importante cette vigueur nouvelle, qui met, pour ainsi dire, toute la sève en action. Tous les moyens d'instruction s'offriront bientôt à lui, car c'est en eux et par eux que l'instruction vit et se perpétue... De simples parties de ce département ministériel formaient, dans les républiques anciennes, des magistratures importantes ; leurs influences sur le gouvernement, les mœurs et les lois étaient si bien senties, qu'on appelait à ces fonctions les premiers hommes de la république. Périclès dirigeait longtemps les spectacles et les monuments de la ville d'Athènes. »

11. *Opinion de Jean-François BARAILLON sur l'accumulation de places et de traitements, ayant pour objet les arts, les sciences et l'instruction publique*, Conseil des Cinq-Cents, séance du 1^{er} germinal an V (21 mars 1797), Paris, Imprimerie nationale, germinal an V, p. 2.
12. *Ibid.*, p. 2-3.
13. *Ibid.*, p. 4.
14. *L'Indépendant* par L. LECLERC (des Vosges) et VALCOUR, (1^{er} vendémiaire an VI soit le 30 vendémiaire an VII), Paris, Faubourg Martin, n° 195, 2 vol. Parmi les collaborateurs, ceux qui interviennent le plus sur les questions pédagogique sont un certain Lerond et Joseph-Honoré Valant, prêtre, directeur du pensionnat du Lycée de la Jeunesse (n° 65 faubourg Denis) et rédacteur du *Cosmète ou l'Ami de l'instruction publique*, Pensionnat du Lycée de la jeunesse, an VII (1799).
15. C. ROUSSEL (Des Vosges), employé au Conseil des Cinq-Cents, « Idées sur l'éducation », *L'indépendant par une Société d'hommes de lettres, patriotes*, Paris, de l'imprimerie de l'Indépendant, n° 109, 19 nivôse an VI (9 janvier 1800), p. 435.
16. Jean-Luc CHAPPEY, « Le Portique républicain et les enjeux de la mobilisation des arts autour de brumaire an VIII », Philippe Bourdin & Gérard Loubinoux (dir.), *Les arts de la scène et la Révolution française*, Clermont-Ferrand, Presses de l'Université Blaise Pascal, 2004, p. 487-508.
17. Sophie WAHNICH, *Les émotions, la révolution française et le présent*, Paris, CNRS Éditions, 2009, p. 19 : « Si les compétences sensibles sont toujours associées à la raison, elles ne doivent plus s'extérioriser de la même manière. La maîtrise des émotions devient distinctive. Les idéologues souhaitent se préserver ainsi de tout sentimentalisme doloriste mais aussi de toute émotion vulgaire, trop aisément extériorisée. On assiste par contre à une réévaluation de l'émotion solitaire ou des effusions amoureuses. Finalement les émotions sont privatisées, absentes de l'espace public ».
18. *L'indépendant*, Paris, n° 259, 19 prairial an VI (7 juin 1798), p. 1035.
19. *L'indépendant*, Paris, n° 287, 17 messidor an VI (5 juillet 1798), p. 1147.
20. Louis-Germain PETITAIN, « La fin du monde (...) », *Mémoires d'économie publique, de morale et de politique*, Imprimerie du Journal de Paris, an VIII (1799), t. II, n° 1^{er}, p. 86.
21. Notons que nous trouvons deux orthographes à ce nom : Dhupay ou d'Hupay.
22. Joseph-Alexandre-Victor DHUPAY, *Règlement et Maison de la journée heureuse avec deux tableaux de la méthode mécanique d'éducation et du mariage complexe de cette maison et grand projet pour le bonheur de la moitié du globe*, à Aix, chez Calmen fils, imprimeur rue Plate-Forme, an VII (1799).
23. Arch. Nat., F/17/1215 [187-188].
24. Joseph-Alexandre-Victor DHUPAY, *Projet de communauté philosophe, fondé sur la vie du bon La Fontaine, les sentiments des meilleurs auteurs, les principes des établissements des peuples les plus sages du nouveau monde, et sur une analyse du système économique de la Nouvelle Héloïse : avec un plan géométral du séjour champêtre de ...*, chez les associés frères Dumplers, 1777.
25. « Lettre autographe [de Robert de Lamanon] à Victor Dhupay de Fuveau », Vente aux enchères du mercredi 23 avril 2011, Lot 133 (Expédition La Pérouse/Philosophie des Lumières], p. 3 [Vente De Baecque et Associés] http://www.auction.fr/FR/vente_livres_autographes/v16381_de_baecque_associes/l2791288__expedition_la_perouse_philosophie_des_lumieres_.html.

26. Joseph-Alexandre-Victor DHUPAY, *Maison de réunion pour la communauté philosophique dans la terre de l'auteur de ce projet*, Euphrate, 1779.
27. Jacques GRANDJONC, « Communisme / Kommunismus / Communism. Origine et développement international de la terminologie communautaire pré-marxiste, des utopistes aux néo-babouvistes. 1785-1842 », Thèse d'État soutenue en 1997 sous la direction de Pierre Grappin, Université de Metz.
28. Jacques GRANDJONC, « Quelques dates à propos des termes communiste et communisme », *Mots*, 1983, vol. 7, p. 146. Voir aussi James H. BILLINGTON, *Fire in the Minds of Men. Origins of the Revolutionary Faith*, New York, Basic Books, 1980.
29. Joseph-Alexandre-Victor DHUPAY, *Règlement d'éducation nationale mis sous les auspices de M. Bernardin de St. Pierre. Auteur des études de la nature*, Généralif, 1790, p. 3.
30. Né en Italie de parents français, il étudie la théologie et est ordonné prêtre à Rome. A partir de 1789, il s'exile en Hollande, puis en Angleterre où il ouvre une école gratuite pour les enfants émigrés. Il rentre en France en 1802 et devient un promoteur de l'enseignement mutuel (il devient vice-président du conseil d'administration de la Société pour l'instruction élémentaire).
31. Joseph-Alexandre-Victor DHUPAY, *Règlement d'éducation nationale mis sous les auspices de M. Bernardin de St. Pierre. Auteur des études de la nature*, Généralif, 1790, p. 14.
32. *Règlement et Maison de la journée heureuse avec deux tableaux de la méthode mécanique d'éducation et du mariage complexe de cette maison et grand projet pour le bonheur de la moitié du globe*, à Aix, chez Calmen fils, imprimeur rue Plate-Forme, an VII (1799), p. 17.
33. Joseph-Alexandre-Victor DHUPAY, *Méthode libre et républicaine d'éducation nationale. D'un règlement déjà publié, conforme aux derniers décrets de la Convention. Méthode proposée par le citoyen Dhupay à la Société populaire de Marseille, et auparavant à celle de la Commune de Fuveau, résidence de l'auteur*, [Laporte], 1793, p. 6. Voir aussi *À la Convention nationale : Modèle d'éducation privée et publique, ou principes de J.J. [J.J. Rousseau] sur la réformation de la Pologne, touchant l'éducation, appliqués au Règlement d'éducation nationale, par des jeux d'imitation des arts*, Bouches-du-Rhône, 1793.
34. Joseph-Alexandre-Victor Dhupay, citoyen d'Aix, dépt. des Bouches-du-Rhône, *Détails de la méthode mécanique d'éducation nationale domestique et populaire mis sous les auspices de Monsieur le Conseiller d'État Fourcroy, directeur général de l'instruction publique et de Messieurs de l'Institut national*, Aix, Calmen, 15 juin 1807, p. 3.
35. Joseph-Alexandre-Victor DHUPAY, *Règlement et Maison de la journée heureuse avec deux tableaux de la méthode mécanique d'éducation et du mariage complexe de cette maison et grand projet pour le bonheur de la moitié du globe*, à Aix, chez Calmen fils, imprimeur rue Plate-Forme, an VII (1799), p. 27.
36. Joseph-Alexandre-Victor DHUPAY, *Méthode mécanique d'éducation nationale ou à la portée de chaque citoyen et citoyenne de tout âge, en tout lieu par Joseph-Alexandre-Victor Dupay*, Aix, an XI (1803), p. 22.
37. *Ibid.*, p. 27.
38. Joseph-Alexandre-Victor DHUPAY, *Méthode libre et républicaine d'éducation nationale. D'un règlement déjà publié, conforme aux derniers décrets de la Convention [...]*, op. cit., p. 10.
39. *Ibid.*, p. 4-5.

40. *Méthode mécanique d'éducation nationale ou à la portée de chaque citoyen et citoyenne de tout âge*, op. cit., p. 12.
41. DHUPAY, *Alcoran républicain*, op. cit., p. 13.
42. *Ibid.*
43. DHUPAY, *Méthode libre et républicaine d'éducation nationale*, op. cit., p. 9.
44. DHUPAY, *Alcoran républicain*, op. cit., p. 15.
45. Arch. Nat., F/17/1215 : *Règlement et Maison de la journée heureuse avec deux tableaux de la méthode mécanique d'éducation et du mariage complexe de cette maison et un grand projet pour le bonheur de la moitié du globe*, à Aix, chez Calmen, an VII (1799), p. 15.
46. DHUPAY, *Les Deux Tables de la loi dans celles d'un abrégé de la Bible et d'un choix des lettres de Pline. Seconde partie de la Méthode mécanique d'éducation, par Moyse-Platon-Jésus-Pline Dhupay. Catéchisme et bréviaire du citoyen*, Paris, 1802.
47. Joseph-Alexandre-Victor DHUPAY, citoyen d'Aix, dépt des Bouches-du-Rhône, *Détails de la méthode mécanique d'éducation nationale domestique et populaire mis sous les auspices de Monsieur le Conseiller d'État Fourcroy, directeur général de l'instruction publique et de Messieurs de l'Institut national*, Aix, Calmen, 15 juin 1807, p. 4-5.
48. *Ibid.*, p. 6-7.
49. Jean-Luc CHAPPEY, *La Société des observateurs de l'homme (1799-1804). Des anthropologues sous Bonaparte*, Paris, La Société des études robespierristes, 2002.

RÉSUMÉS

Dans le processus d'invention de la Terreur et de légitimation du régime républicain du Directoire, la Convention thermidorienne érige la pédagogie en un impératif politique susceptible de stabiliser la République et de rendre impossible le retour des « Barbares ». Face aux impossibilités qu'elles rencontrent, cet impératif pédagogique se retourne rapidement contre les autorités du Directoire et s'impose comme un des éléments centraux des conflits politiques. Dès lors, la pédagogie constitue un espace ouvert à tous ceux qui cherchent à participer à l'œuvre de régénération de la société. L'analyse de la trajectoire d'un théoricien de la pédagogie, Joseph-Alexandre-Victor Dhupay, permet de mettre au jour les enjeux politiques, théoriques et institutionnels qui se cristallisent, tout au long du Directoire, autour de la figure du pédagogue. N'est pas pédagogue qui veut... et Dhupay est progressivement ravalé au rang d'utopiste.

In the process of invention of Terror and legitimation of the republican regim of Directory, the Thermidorian Convention erects a political imperative pedagogy, capable of stabilizing the republic and make it impossible to return the "barbarians." Faced with a lot of defeats in the different elections between 1796 and 1797, this pedagogical imperative quickly turned against the authorities of the Directory and has established itself as one of the central elements of political conflicts. Therefore, education is open to all who seek to participate in the work of regeneration of society space. The analysis of the trajectory of a theorist of education, Joseph Alexander Victor Dhupay allows to highlight the political, theoretical and institutional issues

that crystallize, through the republican regime, around the figure of the teacher (pedagogue). Not teacher who wants ... and Dhupay is gradually reduced to the rank of utopian.

INDEX

Mots-clés : Terreur, Directoire, Idéologues, pédagogie

Keywords : Terror, Directory, Ideologues, pedagogy

AUTEUR

JEAN-LUC CHAPPEY

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

Ea 127/Institut d'histoire de la Révolution française